



AUDISOL

Le Cabinet de l'Economie Sociale et Solidaire

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables et sur la liste des commissaires
aux comptes de Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/24**

Association CONVERGENCE France

70, rue de la plaine

75020 PARIS

Association CONVERGENCE FRANCE

70, rue de la Plaine - 75020 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs les Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CONVERGENCE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes notamment assurés du caractère approprié et constant des règles et méthodes comptables relatives aux fonds dédiés et aux produits constatés d'avance, respectivement présentés dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de détecter systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 3 juin 2025

Commissaire aux comptes,

AudiSol

Delphine LUBRANI



Annexe 1

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur des éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 827		1 827	1 827		
Autres immobilisations incorporelles	1 265	- 1 265				
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	52 994	- 19 501	33 493	24 701	8 792	36
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	14 401		14 401	8 826	5 575	63
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	70 488	- 20 766	49 721	35 354	14 367	41
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés						
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	3 621 691		3 621 691	907 161	2 714 530	299
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement	2 300 000		2 300 000		2 300 000	
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	4 643 759		4 643 759	3 366 946	1 276 814	38
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	840 154		840 154	34 984	805 171	2 302
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	11 405 604		11 405 604	4 309 090	7 096 515	165
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	11 476 092	- 20 766	11 455 326	4 344 444	7 110 882	164

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Écarts de réévaluation		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
<i>Autres</i>		
Report à nouveau		
<i>Report à nouveau</i>	504 418	317 090
Excédent ou déficit de l'exercice		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	252 493	187 328
Situation nette (sous total)	756 911	504 418
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
Total Fonds Propres (I)	756 911	504 418
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>	670 309	1 033 538
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)	670 309	1 033 538
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
Total Provisions (III)		
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>		
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>		
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	2 072 321	1 321 109
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	2 151 412	1 225 379
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	711 372	
<i>Produits constatés d'avance</i>	5 093 000	260 000
TOTAL DETTES (IV)	10 028 106	2 806 488
<i>Écarts de conversion Passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	11 455 326	4 344 444

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<i>Cotisations</i>		
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>		
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	8 129 774	7 113 177
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières</i>	240 000	270 000
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	1 381	816
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	749 813	1 780 574
<i>Autres produits</i>	6	624
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	9 120 975	9 165 191
CHARGES D'EXPLOITATION		
<i>Achats de marchandises</i>		
<i>Variation de stock</i>		
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	623 671	418 981
<i>Aides financières</i>	6 538 969	7 078 424
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	66 614	26 181
<i>Salaires et traitements</i>	944 281	490 140
<i>Charges sociales</i>	356 353	197 351
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	10 056	5 324
<i>Dotations aux provisions</i>		
<i>Reports en fonds dédiés</i>	386 584	803 710
<i>Autres charges</i>	10	3
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	8 926 538	9 020 115
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	194 437	145 075
PRODUITS FINANCIERS		
<i>De participation</i>		
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>		
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	71 023	54 875
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>		
<i>Différences positives de change</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	71 023	54 875
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
<i>Intérêts et charges assimilées</i>		
<i>Différences négatives de change</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	71 023	54 875
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	265 460	199 951
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>		
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>		
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>		

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	12 967	12 622
Total des produits (I + III + V)	9 191 998	9 220 066
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 939 505	9 032 738
EXCEDENT	252 493	187 328
DEFICIT		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Bénévolat</i>		
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Personnel bénévole</i>		
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 11455325.92 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de 252493.19 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Convaincus qu'il est inacceptable de laisser au seuil de notre société une partie de la population, nous pensons que le travail est un formidable levier de remobilisation, de dynamisation et de socialisation.

Sur la base de cette conviction, Convergence France innove pour rendre possible l'insertion par le travail des grands exclus : notre ambition est d'enrichir les pratiques d'accompagnement des structures de l'Insertion par l'Activité Economique et de faire évoluer les politiques publiques correspondantes.

Nous déployons dans cette perspective les programmes Convergence et Premières Heures et nous menons des expérimentations pour lutter contre la grande exclusion par le travail.

Dans cette perspective, nous agissons dans les territoires avec les acteurs qui souhaitent s'engager dans cette voie : les Chantiers d'insertion en leur apportant ingénierie et financement, et les pouvoirs publics en favorisant la cohésion territoriale et la coopération des acteurs autour d'un but commun, la prise en charge de la grande précarité.

Forte d'une expérience opérationnelle historiquement acquise au sein d'Emmaüs Défi, notre association déploie ses actions dans un esprit de co-construction, d'expérimentation et d'évaluation continue et avec un souci constant d'adaptation très forte aux territoires, en partenariat avec tous les acteurs concernés, associatifs, publics et privés.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n°2018-06 et n°2020-08 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Autres immobilisations incorporelles : 3 ans

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Autres immobilisations corporelles : de 3 ans à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Faits Marquants

Dans le cadre de son évolution organisationnelle, l'association Convergence France a intégré au sein de ses effectifs les équipes de Convergence Paris et de Convergence Seine-Saint-Denis. Cette réorganisation a pour objectif de renforcer la coordination entre les projets et les chargées de partenariat des deux territoires concernés.

Depuis l'exercice 2024, trois lieux de travail distincts sont ainsi en activité :

- Paris 20^e arrondissement,
- Paris 5^e arrondissement,
- Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Cette évolution a conduit à la mise en place d'un axe analytique complémentaire, permettant une ventilation plus précise des charges par entité territoriale :

- Convergence National,
- Convergence Paris,
- Convergence Seine-Saint-Denis.

Dans le cadre de l'axe 2 du Pacte des solidarités « amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous » :

- Signature d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens 2024 avec la DGEFP pour 8 395 500 €
- Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026 avec la DGCS pour 11 322 777 €

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
<i>Frais d'établissement</i>							
<i>Frais de recherche et de développement</i>							
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>							
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	1 827					1 827	
<i>Fonds commercial</i>							
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	1 265					1 265	
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles</i>							
Sous-total	3 092					3 092	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
<i>Terrains</i>							
<i>Constructions sur sol propre</i>							
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>							
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>							
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>							
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>			7 590			7 590	
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>							
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	34 146		11 258			45 404	
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>							
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>							
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations corporelles</i>							
Sous-total	34 146		18 848			52 994	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
<i>Participations évaluées par mise en équivalence</i>							
<i>Autres participations</i>							
<i>Autres titres immobilisés</i>							
<i>Prêts</i>							
<i>Autres immobilisations financières</i>	8 826		15 262		9 687	14 401	
Sous-total	8 826		15 262		9 687	14 401	
Total	46 064		34 110		9 687	70 488	

Tableau de flux des immobilisations

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédé	Immobilisations financières	Total
VENTILATION DES AUGMENTATIONS					
<i>Réévaluations</i>					
<i>Acquisitions</i>		18 848		15 262	34 110
<i>Apports</i>					
<i>Créations</i>					
<i>Virements de l'actif circulant</i>					
<i>Virements de poste à poste</i>					
Sous-total		18 848		15 262	34 110
VENTILATION DES DIMINUTIONS					
<i>Virements de poste à poste</i>					
<i>Cessions</i>				9 687	9 687
<i>Mises hors service</i>					
<i>Scissions</i>					
<i>Virements vers l'actif circulant</i>					
Sous-total				9 687	9 687

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>				
<i>Fonds commercial</i>				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	1 265			1 265
Sous-total	1 265			1 265
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions sur sol propre</i>				
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>				
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>				
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>				
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>		145		145
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>				
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	9 445	9 911		19 356
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>				
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>				
Sous-total	9 445	10 056		19 501
Total	10 710	10 056		20 766

Notes relatives aux postes du bilan

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Détail des créances diverses d'un montant total de 3 538 811 € :

- Convention DGCS : 3 023 881 €
- Ville de Paris : 100 000 €
- Convention Département du Nord Lille : 245 930 €
- Convention Métropole de Lyon : 71 100 €
- Convention DGEFP : 59 000 €
- Convention CD Charente : 18 900 €
- Fondation de France : 20 000 €

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	14 401		14 401
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts (1) (2)</i>			
<i>Autres immobilisations financières</i>	14 401		14 401
ACTIF CIRCULANT	4 461 845	4 461 845	
<i>Créances bénéficiaires et comptes rattachés</i>			
<i>Clients douteux ou litigieux</i>			
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	79	79	
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>			
État et autres collectivités publiques	3 608 551	3 608 551	
<i>Impôts sur les bénéfices</i>			
<i>TVA</i>			
<i>Autres impôts et taxes versements</i>	69 740	69 740	
<i>Divers</i>	3 538 811	3 538 811	
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs</i>			
<i>Débiteurs divers</i>	13 061	13 061	
<i>Charges constatées d'avance</i>	840 154	840 154	
Total	4 476 246	4 461 845	14 401

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>				
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	69 469	8 576	60 893	710
Total	69 469	8 576	60 893	710

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>					
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
<i>Réserves</i>					
<i>Report à nouveau</i>	317 090	187 328			504 418
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	187 328	- 187 328	252 493		252 493
Situation nette (sous total)	504 418		252 493		756 911
<i>Fonds propres consommables</i>					
<i>Subventions d'investissement</i>					
<i>Provisions réglementées</i>					
Total	504 418		252 493		756 911

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation	773 539	146 584	489 814	0	0	430 309	150 000
DGFEP	102 900		102 900			0	
DGEFP sécurisation	150 000					150 000	150 000
DGCS CPO 2020-2022	0					0	
DGCS CPO 2022-2023	44 100		44 100			0	
DGCS SM 2022-2023	358 244		262827			95 417	
CD 16	21 441					21 441	
Métropole Europe rhin	0					0	
Métropole Grand Lyon	15 000	4 389	15 000			4 389	
CEA	30 299		30299			0	
Métropole Rouen	21 441					21 441	
CD nord	10 057	29 946	10057			29 946	
Mel 2020	20 057	57 357	20057			57 357	
Aisne		54 892	4574			50 318	
Contributions financières d'autres organismes	260 000	240 000	260 000	0	0	240 000	0
Sanofi Soutien Psy	0					0	
Fondation de France	260 000	240 000	260 000			240 000	
Ressources liées à la générosité du public						0	
	0			0	0	0	0
TOTAL	1 033 539	386 582	749 813			670 308	150 000

Notes relatives aux postes du bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

La ligne « autres impôts et taxes » correspond notamment aux montants à reverser à la DGEFP

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
<i>Emprunts obligataires convertibles (1) (2)</i>				
<i>Autres emprunts obligataires (1) (2)</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)</i>				
<i>- Dont à 1 an au maximum à l'origine</i>				
<i>- Dont à plus de 1 an à l'origine</i>				
<i>Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)</i>				
AUTRES DETTES	10 028 106	10 028 106		
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	2 072 321	2 072 321		
<i>Dettes sur legs ou donations</i>				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	17 607	17 607		
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	61 307	61 307		
État et autres collectivités publiques	2 072 499	2 072 499		
<i>Impôt sur les sociétés</i>	12 967	12 967		
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>				
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts, taxes et assimilés</i>	2 059 532	2 059 532		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>				
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés crédateurs (3)</i>				
<i>Autres dettes</i>	711 372	711 372		
<i>Produits constatés d'avance</i>	5 093 000	5 093 000		
Total	10 028 106	10 028 106		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice :-

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	76 657	8 376	68 281	815
<i>Charges à payer - Divers</i>	26 055	14 896	11 158	75
Total	102 712	23 273	79 440	341

Notes relatives aux postes du bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	840 154	840 154		
Total	840 154	840 154		

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Produits constatés d'avance</i>	5 093 000	5 093 000		
Total	5 093 000	5 093 000		

PCA	2025	2026
SEINE -MARTIME	73 000,00	-
DGCS	2 500 000,00	2 500 000,00
Fondation de France X Bruneau	20 000,00	
Total	2 593 000,00	2 500 000,00

Notes relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
<i>Concours publics</i>						
<i>Subvention d'exploitation</i>		7 560 213	930 322			8 129 774
<i>Subvention d'investissement</i>						
Total		7 560 213	930 322			8 129 774

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 7 080 €

Honoraires des autres services : 0 €

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 21.99 personnes

	Hommes	Femmes	Total
Cadres	2	11	13
Employés	1	9	10
Autres	2	1	3
Total	5	21	26

Informations sur les dirigeants

Rémunération allouée aux dirigeants

Au sein de l'Association, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Il est précisé qu'aucun des administrateurs n'est rémunéré.

Traitement des financements

Concernant le traitement des financements à destination des Chantiers Convergence sur les territoires.

En 2024, les versements constatés aux chantiers correspondent, pour certains, au budget prévisionnel, et, pour d'autres, à la consommation réelle, selon que le chantier soit circularisé ou pas.

Une éventuelle régularisation interviendra en 2025 en fonction des dépenses réelles effectuées par les chantiers.